

METTRE FIN À LA MONARCHIE PRÉSIDENTIELLE

PASSER à LA 6^E RÉPUBLIQUE

1

MESURES

Convoquer une Constituante afin de passer à la 6^e République, pour un régime parlementaire stable

Mettre en place un plan de séparation de l'argent et de l'État. Une caste de privilégiés, vouée aux plus riches, gangrène l'État. Nous voulons défaire ce système injuste et organiser la séparation de l'État et de la finance.

Instaurer le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour révoquer des élus, proposer ou abroger une loi et modifier la Constitution, comme l'ont demandé les Gilets jaunes. L'intervention citoyenne est le cœur de notre programme et de notre projet politique pour la France.

Garantir la liberté de conscience et l'application stricte de la laïcité. La laïcité ne peut être confondue avec un athéisme d'État ni prétendre organiser les religions. Elle ne doit jamais servir à montrer du doigt les croyants d'une religion, comme par exemple, dans la période récente, cela a été fait contre les musulmans.

Adopter une loi contre le contrôle des médias par des milliardaires et engager leur démocratisation. Cela passera notamment par un renforcement du statut juridique des rédactions, l'introduction d'une charte déontologique dans la convention collective et un droit d'agrément aux rédactions face à l'entrée d'un nouvel actionnaire.

ARGU N°1

« Pourquoi faire une Assemblée constituante ? »

En France, ni la nation ni l'État ne sont possibles sans une Constitution qui en décrit les principes à l'œuvre et le mode de fonctionnement. L'abstention massive et le rejet de tous les pouvoirs institués montrent que notre peuple ne se reconnaît plus dans ses institutions politiques. Il ressent qu'elles fonctionnent contre ses droits, ses attentes ou même ses volontés. Avant qu'une explosion générale ne se produise, il est possible d'obtenir une remise à plat tout aussi générale mais pacifique en remettant le compteur à zéro, en décidant de nouvelles règles.

ARGU N°2

« Comment seront désignés les membres de la Constituante ? »

La désignation de la Constituante pourrait combiner élection et tirage au sort. Le jour du scrutin, chaque citoyen pourrait choisir soit de voter pour des listes de candidats à la proportionnelle, soit d'exprimer sa préférence pour une désignation par tirage au sort (si 20 % des votants optent pour le tirage au sort, 20 % des sièges sont pourvus par tirage au sort).

CHIFFRES-CLÉS

63%

C'est la part des Français qui sont favorables à la convocation d'une Assemblée constituante, chargée de rédiger une nouvelle Constitution (Harris interactive, juillet 2021).

9

C'est le nombre de milliardaires qui possèdent, ensemble, 90 % des médias. Il est urgent de faire la révolution citoyenne dans les médias pour une information libre et pluraliste.

85%

C'est la proportion des Français qui sont pour durcir les règles contre les conflits d'intérêts (Harris interactive, juillet 2021).

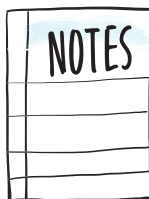
ARGUS

METTRE FIN À LA MONARCHIE PRÉSIDENTIELLE

PASSER à LA 6^E RÉPUBLIQUE



ARGU N°3 ←



« Combien de temps va durer la Constituante ? »

Dans les semaines qui suivent son investiture, le nouveau président de la République soumet à référendum un projet de loi convoquant l'Assemblée constituante. Une fois désignés, les constituants élaborent le projet constitutionnel par un dialogue permanent avec le peuple et ses représentants : cahiers de doléances, mécanismes d'interpellation citoyenne des membres de l'Assemblée constituante, forums citoyens, diffusion numérique de tous les échanges, etc. Après 2 ans de travaux, le texte constitutionnel sera soumis à référendum. En cas de vote positif, la Constitution de la 6^e République serait promulguée dans la foulée. En cas de vote négatif, la Constituante reprendrait ses travaux.



ARGU N°4 ←

« La laïcité, c'est quoi pour vous ? »

La laïcité est le principe qui garantit la liberté de conscience et l'égalité entre tous les citoyens. Nous devons la faire respecter et nous en tenir aux principes très clairs énoncés par la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État. Voilà pourquoi nous proposons d'abroger le concordat d'Alsace-Moselle et les divers statuts spécifiques en vigueur dans les Outre-mer ou encore de refuser les financements publics pour la construction d'édifices religieux, d'activités culturelles et d'établissements confessionnels.

Lined area for taking notes, consisting of horizontal lines across the right side of the page.

UNE JUSTICE AU NOM DU PEUPLE ET UNE POLICE RÉPUBLICAINE

GARANTIR LA SÛRETÉ ET LA JUSTICE

2

MESURES

Refonder les activités de police pour garantir le droit à la sûreté

Assurer un meilleur accès de toutes et tous à la justice, en augmentant notamment l'aide juridictionnelle et en veillant au retour des tribunaux de proximité. Il faut des moyens humains et financiers pour que la justice soit bien assurée, et dans des délais raisonnables.

Confier au Parlement l'orientation de la politique pénale du pays par un débat annuel sur un texte avec un vote.

Élaborer une nouvelle stratégie antiterroriste. Depuis 30 ans, une loi contre le terrorisme a été adoptée tous les 2 ans. C'est un échec. Nous proposons de miser sur les moyens humains.

Légaliser et encadrer par un monopole d'État la consommation, la production et la vente de cannabis à des fins récréatives dans des conditions permettant de lutter contre l'addiction. La politique française en matière de drogues se résume trop souvent à la répression ou à l'hypocrisie. L'heure est venue de changer de stratégie.

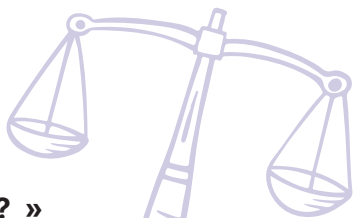
Faire respecter la Convention internationale des droits de l'enfant concernant la protection de l'enfance, les enfants étrangers, l'interdiction des violences dites éducatives, le soutien à la parentalité.

ARGUS

ARGU N°1

« Pourquoi vouloir réformer la justice ? »

6 Français sur 10 estiment que la justice fonctionne mal. Nos tribunaux subissent un manque cruel de moyens financiers et humains. De nombreux Français sont confrontés quotidiennement aux tribunaux (divorces, garde d'enfant, licenciements abusifs, discriminations, etc.) et ne trouvent pas de réponse judiciaire dans un délai raisonnable.



ARGU N°2

« C'est quoi le problème avec la police ? »

Les violences policières restent souvent impunies, comme la mort de la retraitée Zineb Redouane, du livreur Cédric Chouviat ou de l'animateur Steve Caniço. Plusieurs policiers ont dénoncé une loi du silence dans leurs rangs. Il est temps de faire la police républicaine pour une relation sereine et républicaine entre la police et la population.



CHIFFRES-CLÉS

70%



C'est la part des Français qui se disent **favorables à une réforme de l'IGPN** pour la rendre indépendante du ministère de l'Intérieur (Yougov, décembre 2020).

60%



C'est la part des Français qui sont **favorables au remplacement des brigades anticriminalité (BAC) par une police de proximité** (Harris interactive, juillet 2021).

0,2%



C'est la part du PIB **consacrée à la justice en France**. À peine la moitié des sommes engagées en Allemagne ou en Espagne.

GARANTIR LA SÛRETÉ ET LA JUSTICE 2





ARGU N°3



« Légaliser le cannabis, c’est pas abandonner face aux trafiquants ? »

La politique française en matière de stupéfiants se limite à mettre des amendes aux petits trafiquants. Cela ne permet pas de tarir les sources du marché mondial de la drogue. Il est urgent de concentrer les moyens policiers sur le démantèlement des trafics. Les recettes collectées par l’État grâce à la légalisation encadrée du cannabis permettront de financer des politiques de prévention et de désintoxication.



ARGU N°4



« À quoi ça sert la police de proximité ? »

Aujourd’hui, des moyens importants sont mis dans les BAC, les brigades anticriminalité. Elles ne servent à rien et tendent les relations police-population. En réhabilitant la police de proximité, les mêmes policiers seront tout le temps dans les mêmes quartiers, pour inscrire leur action dans la durée. Fidélisés sur un territoire à taille humaine, ils pourront engager un dialogue avec la population.

ARGU N°5



« Vous vous opposez aux demandes des policiers ? »

Nous refusons la surenchère des syndicats d’extrême-droite. Ainsi, dans le cas précis de la gestion des manifestations, nous proposons une police la plus désarmée possible, afin de privilégier la désescalade, comme le font tous nos voisins européens. Dans le même temps, nous proposons d’augmenter les effectifs en charge de la délinquance financière, du trafic d’êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux et de doubler les effectifs de la police technique et scientifique.

ORGANISER LA BIFURCATION

LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

3

MESURES

Inscrire dans la Constitution le principe de « la règle verte », selon laquelle on ne prélève pas davantage à la nature qu'elle n'est en état de reconstituer

Réorganiser la carte des régions par bassin versant. L'objectif de maîtrise du cycle de l'eau doit guider la nouvelle organisation de l'État au service de la planification écologique : les bassins versants et les agences de l'eau en seront le socle, pour atteindre un grand objectif « zéro pollution et zéro épuisement de la ressource en eau ».

Faire des Outre-mer des territoires pilotes de la planification écologique et des circuits courts. Nous voulons des plans bâtis par les Ultramarins eux-mêmes pour décliner les grands objectifs écologiques au service des besoins essentiels des populations : autonomie énergétique et 100 % renouvelables, autosuffisance alimentaire, politique maritime, protection de la biodiversité.

Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics, notamment dans les départements ruraux, les quartiers populaires et les Outre-mer, afin de garantir une distance maximale (de quinze à trente minutes, en voiture ou en transport collectif) entre tout lieu d'habitation et les services publics essentiels (école, gare, hôpital, bureau de poste).

ARGU N°1

« Pourquoi la "planification" écologique ? »

Nous devons révolutionner notre manière de produire et de consommer pour garantir un futur à la civilisation humaine. Une part du réchauffement climatique est d'ores et déjà irréversible. Il y a donc urgence à nous adapter pour faire face à ses conséquences. Il s'agit par ailleurs d'éviter d'aggraver la situation. Or, le marché a montré ces dernières décennies son incapacité à régler ce problème. Pour réussir, il faut planifier.

ARGU N°2

« La planification, ça se passe comment ? »

La planification correspond à une tradition bien implantée en France, sous les IV^e et V^e Républiques. Les administrations et les grandes entreprises planifient au quotidien leurs activités. Mais ces planifications ont un trait commun : elles se font du haut vers le bas et sans la participation populaire. Pourtant, planifier c'est se réapproprier le temps long et donc les décisions de grande portée. L'intérêt général impose alors de mettre en place la planification citoyenne.

CHIFFRES-CLÉS

83%



C'est la part des Français qui sont **d'accord pour interdire de prélever chaque année plus de matières premières que la Terre est capable de reconstituer** en un an (Harris interactive, juillet 2021).

90%



C'est la part des Français **qui habitent à moins de 10 km d'une gare ferroviaire**, dont un tiers ne sont aujourd'hui plus desservies.

65%



C'est notre objectif **de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030** (contre un objectif actuel de 40 %, ce qui est très insuffisant).

ARGUS

FAIRE FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

INVESTIR POUR LANCER LA BIFURCATION ÉCOLOGIQUE

4

MESURES

Lancer un plan massif de 200 milliards d'euros d'investissements écologiquement et socialement utiles

Créer un pôle public des transports et de la mobilité : renationaliser la SNCF, refuser la mise en concurrence des lignes de transport, refuser la suppression des petites lignes ferroviaires et en rouvrir.

Planifier le passage à 100 % d'énergies renouvelables avec un double mot d'ordre : sobriété et efficacité énergétiques. Il faut sortir à la fois du nucléaire et des énergies fossiles et organiser un plan d'envergure pour rénover l'ensemble du parc immobilier pour en finir avec la précarité énergétique.

Abolir l'obsolescence programmée et allonger les durées de garanties légales des produits. Préférons la société du réparable et du durable à celle de l'obsolescence programmée et du tout-jetable.

Créer un ministère de la Production alimentaire, instaurer une agriculture relocalisée, diversifiée et écologique et créer 300 000 emplois agricoles pour nourrir la population et ceux qui vivent de la terre.

ARGU N°1

« Le nucléaire n'est-il pas une solution ? »

Les réacteurs nucléaires français sont vieillissants : pour les maintenir en fonction, il faudrait investir près de 100 milliards d'euros, qui manqueraient donc pour les énergies renouvelables. Aujourd'hui, ces dernières sont moins chères. S'ajoutent à cela les autres problèmes du nucléaire : risques d'accidents, nécessité d'importer les matières premières ou encore vulnérabilité des centrales au changement climatique.

ARGU N°2

« Avec la concurrence, les trains marchent mieux, non ? »

Non. Au Royaume-Uni et en Allemagne, la privatisation a fait augmenter les prix et a rendu les retards de trains plus fréquents. Les difficultés de la SNCF résultent de choix politiques, comme l'abandon du transport ferroviaire au profit des camions. Avec un pôle public des transports, nous pourrions choisir d'augmenter le nombre de trains et de garantir des tarifs accessibles.

CHIFFRES-CLÉS

91%

C'est la part des Français qui sont **favorables à une loi pour limiter la malbouffe** (Ifop, février 2019).

89%

C'est la part des Français qui se prononcent pour **une loi pour l'interdiction du glyphosate** (Ifop, février 2019).

74%

C'est la part des Français qui sont favorables à **un objectif de 100 % d'énergies renouvelables** (Harris interactive, juillet 2021).

SAUVER L'ÉCOSYSTÈME ET LA BIODIVERSITÉ

PROTÉGER LES BIENS COMMUNS

5

MESURES

Établir par référendum la liste des biens communs et services essentiels, qui doivent passer sous propriété collective

Aider les victimes des pollutions et les lanceurs d'alerte sur la base d'un fonds abondé par les entreprises polluantes. L'empoisonnement du monde est global. Les plus riches polluent le plus. Mais ce sont les plus pauvres qui en subissent davantage les conséquences.

Consacrer une règle bleue qui applique le principe de la règle verte (ne pas prendre à la nature davantage qu'elle ne peut reconstituer) à l'eau pour son usage et pour la protection de sa qualité.

Garantir l'accès à l'eau courante potable à tous les habitants des Outre-mer.

Interdire les coupes rases, sauf en cas d'impasse sanitaire avérée. La forêt est un allié climatique et écologique. Pour qu'elle le reste, il faut s'opposer à l'industrialisation et à la marchandisation de la forêt.

Interdire les fermes-usines. La cruauté infligée aux animaux par notre modèle agricole productiviste et le retour des grandes pandémies comme le Covid-19 sont liées. Rompre avec le système économique qui abaisse les êtres sensibles au rang de marchandises est un progrès pour l'humanité.

Interdire les dépôts de brevets sur des organismes vivants pour empêcher l'appropriation d'espèces animales et végétales par des entreprises privées.

CHIFFRES-CLÉS

80%

C'est la part des Français qui sont **favorables à la gratuité des compteurs d'eau et des premiers m³ nécessaires à la vie** (Harris interactive, juillet 2021).

59%

C'est la part des Français qui soutiennent **l'interdiction des « fermes-usines » en France**, c'est-à-dire des fermes organisées sur un modèle de production industrielle, accueillant une concentration élevée d'animaux (Harris interactive, mai 2021).

1876

C'est l'année depuis laquelle **les coupes rases sont interdites en Suisse.**

ARGUS

ARGU N°1

« Pourquoi évoquer sans cesse l'enjeu de l'eau ? »

L'eau est l'enjeu écologique le plus concret. Elle est en train de devenir la question centrale de l'humanité : le cycle de l'eau est perturbé par le réchauffement climatique. C'est aussi une urgence sociale. Des centaines de milliers de Français, les Ultramarins en première ligne, subissent coupures d'eau et eau polluée. Garantir le droit d'accès à l'eau et à l'assainissement par une gestion publique est une priorité.

ARGU N°2

« Pourquoi vouloir collectiviser les biens communs ? »

Une minorité veut vendre au marché jusqu'aux biens les plus essentiels à la survie humaine. L'intérêt général humain exige de protéger dans la loi ces biens communs de l'humanité. C'est au peuple de contrôler démocratiquement leurs usages et leur protection. Il faut empêcher le droit de propriété privée de prévaloir sur la protection de l'eau, de l'air, de l'alimentation, du vivant, de la santé et de l'énergie.

SAUVER L'ÉCOSYSTÈME ET LA BIODIVERSITÉ

PROTÉGER LES BIENS COMMUNS

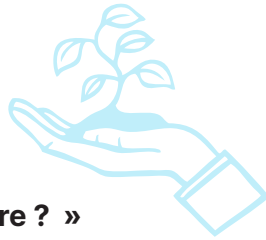
5



ARGU N°3

« Il ne faudrait pas se concentrer sur l'humain plutôt que sur la nature ? »

Les deux enjeux n'en font qu'un. Nous devons préserver le seul écosystème compatible avec la vie humaine. Il y a urgence à construire une société de l'harmonie des humains entre eux et avec la nature.



ARGU N°4

« Comment on fait pour se nourrir sans les élevages intensifs ? »

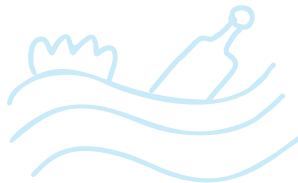
Transport dans des conditions atroces, élevage en batterie avec des zones de vie minuscules pour les poules, broyage vivant des poussins, castration à vif des porcelets : les animaux souffrent de l'élevage intensif. Nous pouvons nous en passer : on peut trouver les protéines nécessaires à la bonne santé ailleurs que dans la viande.



ARGU N°5

« Vous en faites pas un peu trop avec la pollution ? »

En 2050, si on ne fait rien, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans. L'air, l'eau et les sols sont affectés par toutes sortes de pollutions plastiques, chimiques, industrielles. Un plan de dépollution nationale et internationale s'impose, qui vise en priorité la Guadeloupe et la Martinique, victimes du chlordécone.



Lined area for taking notes.

S'ORGANISER POUR FAIRE FACE AUX PANDÉMIES

SOUVERAINETÉ SANITAIRE ET INDUSTRIELLE

6

MESURES

Relocaliser les productions essentielles à la vie de notre pays

Bloquer les prix des produits de première nécessité. Ce n'est pas possible que l'énergie, le gaz, l'électricité, les carburants ou des denrées alimentaires indispensables soient inabordables.

Adopter un plan d'adaptation aux pandémies non liberticide, basé sur la société du roulement et la planification sanitaire. Pour faire face à l'insécurité écologique due aux pandémies et aux conséquences du changement climatique, il faut un état d'urgence sociale pour mettre en sécurité sociale les personnes et renforcer les liens d'entraide.

Reconstruire le service public hospitalier et instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les mutuelles dans la Sécurité sociale. Nous devons déployer une politique de soin, de prévention et de santé publique capable de prévenir, de soigner tout le monde et d'en respecter les acteurs.

Engager un plan pluriannuel d'investissement et de développement des services publics dans les Outre-mer (transports, éducation, santé, logement, culture), dont la possibilité a été dessinée dans les propositions des mouvements sociaux, notamment en Guyane et à Mayotte.

ARGUS

ARGU N°1

« Vous voulez une France coupée du reste du monde ? »

La France ne doit pas dépendre d'autres États pour ses productions essentielles : lorsqu'une crise éclate, il est déjà trop tard pour relocaliser la production. Il est évidemment indispensable de continuer à échanger avec d'autres pays, mais il n'est pas concevable que nous en dépendions pour nous nourrir, nous fournir du doliprane ou des masques en tissus.

ARGU N°2

« L'Europe nous empêcherait de faire du protectionnisme »

Nous proposons notamment d'instaurer une taxe kilométrique aux frontières de la France pour dissuader les délocalisations et l'importation de produits trop éloignés. Cette mesure contrevient aux règles européennes. Cependant, nous proposerons de nouveaux traités compatibles avec les urgences sociales et écologiques et désobéirons aux règles bloquantes à chaque fois que ce sera nécessaire.

CHIFFRES-CLÉS

90%

C'est la part des Français qui sont **pour la création d'un pôle public du médicament** (Harris interactive, juin 2020).

90%

C'est la part des Français favorables à **conditionner les aides publiques aux entreprises à des contreparties sociales et environnementales** (Ifop pour l'Humanité, septembre 2020).

86%

C'est la part des Français qui sont **favorables à la réouverture des lits hospitaliers fermés** depuis 2010 (Harris interactive, juillet 2021).

S'ORGANISER POUR FAIRE FACE AUX PANDÉMIES

SOUVERAINETÉ SANITAIRE ET INDUSTRIELLE

6



ARGU N°3

« Les dépenses sociales de la France sont énormes, il faut les réduire, non ? »

C'est la rengaine médiatique, mais c'est faux. Aux États-Unis, chacun est obligé de payer très cher une assurance et certains ne peuvent pas soigner un cancer faute d'argent. La Sécurité sociale est à la fois plus efficace et plus humaine.

Il faut l'étendre : un Français sur trois renonce encore à des soins, faute d'argent. La Sécu devrait rembourser à 100% tous les soins prescrits.

ARGU N°4

« On ne peut rien faire contre les déserts médicaux »

Au contraire ! Nous proposons de nombreuses solutions qui n'ont jamais été appliquées : engager un plan de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aides-soignants et personnels administratifs), revaloriser les métiers et les revenus, augmenter les capacités d'accueil des établissements de santé publics, notamment les hôpitaux, augmenter les moyens des facultés de médecine pour permettre une véritable suppression du numerus clausus, mobiliser la médecine libérale et hospitalière, etc. Notre objectif : un service de santé public de proximité à moins de 30 minutes de chaque Français.

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS

7

MESURES

Réduire le temps de travail

Appliquer vraiment les 35 heures hebdomadaires, adopter une 6^e semaine de congés payés et la retraite à 60 ans, passer aux 32 heures dans les métiers pénibles et de nuit, puis engager leur généralisation.

Établir la garantie d'emploi. Des millions de personnes veulent travailler mais sont privées d'emploi, tandis que des millions d'autres ont des besoins urgents non satisfaits. Employons les chômeurs volontaires pour mettre fin à cette absurdité.

Porter le SMIC mensuel à 1400€ net. Le salaire minimum décroche du salaire moyen, alors que les salariés sont de plus en plus productifs. Pendant le Covid-19, les salariés au SMIC ont même assuré la vie collective du pays. Il est temps de les payer correctement.

Instaurer un quota maximal de 10 % de contrats précaires dans les PME, 5 % dans les grandes entreprises. Aujourd'hui, 1 salarié sur 7 travaille sans CDI - 1 jeune sur 2. Impossible de se projeter, d'obtenir un crédit ou de trouver du sens à son travail. L'emploi précaire doit redevenir une exception justifiée !

Abroger la réforme Macron de l'assurance-chômage et indemniser les chômeurs dès le premier jour. Les chômeurs reçoivent leur propre argent, qu'ils ont cotisé quand ils travaillaient.

ARGUS

ARGU N°1

« Pourquoi réduire le temps de travail ? »

La réduction du temps de travail est le moteur de l'emploi. Lorsque des salariés produisent mieux, ils peuvent être moins nombreux pour produire la même chose. C'est ce qui s'est passé tout au long du XX^e siècle : de 1870 à 2002, on a divisé par deux le temps de travail annuel, ce qui a permis la création de millions d'emplois. Il faut continuer ce processus, bloqué depuis 20 ans en France, alors

que tous les pays voisins continuent à diminuer le temps de travail dans la journée, la semaine, l'année et la vie. Alors que les salariés français exercent en moyenne 37h30 par semaine, mais que près de 4 millions de personnes sont totalement privées d'emploi, ce rééquilibrage est impératif. Moins de burn-out et plus de loisirs pour les uns ; le droit au travail pour les autres.

CHIFFRES-CLÉS

76%

C'est la part des Français qui sont **pour l'augmentation du SMIC à 1400€ net par mois** (Harris interactive, juillet 2021).



60%

C'est la part des Français qui sont **pour la semaine de 4 jours** (éditeur de paie ADP, mai 2019).



1 million

C'est le nombre de travailleurs qui vivent **sous le seuil de pauvreté en France.**



RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS

7



ARGU N°2

« Réduire le temps de travail, ça coûte trop cher ! »

Un grand nombre d'entreprises ont répondu à cette objection... en adoptant déjà les 32 heures, dans des secteurs aussi différents que l'informatique, l'alimentaire ou la sécurité. Partout, elles constatent que les salariés travaillent mieux, car ils sont plus reposés et plus motivés.

Ils développent aussi, à l'occasion d'une réduction du temps de travail, de nouveaux modes d'organisation plus efficaces. En outre, n'oublions pas que la quasi-totalité des entreprises françaises - hors multinationales - ne sont pas en concurrence avec des entreprises étrangères. Baisser le temps de travail dans toute l'économie évite une concurrence déloyale entre entreprises aux 32 heures et entreprises aux 35 heures, par exemple.

ARGU N°3

« Mais travailler tous, c'est polluant ? »

Au contraire, la réduction du temps de travail est une mesure impérative pour préserver un écosystème compatible avec la vie humaine. Diminuer l'ampleur des horaires d'ouverture des entreprises limite les dépenses énergétiques ; baisser les durées d'usage des matériaux juggle les pollutions ; réorganiser les déplacements professionnels réduit les émissions de gaz à effet de serre ; passer moins de temps à travailler évite un ensemble de livraisons et de commandes inutiles. Passer aux 32 heures revient à retirer 25 millions d'automobiles sur nos routes !

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDE

PARTAGE DES RICHESSES

8

MESURES

Taxer les profiteurs de crise : rétablir l'ISF, instaurer un impôt sur le revenu vraiment progressif en 14 tranches, faire payer les multinationales en fonction de leur activité en France

Garantie d'autonomie : compléter le revenu de chaque personne pour que nul ne vive sous le seuil de pauvreté.

Zéro SDF : réquisitionner l'ensemble des logements durablement vides, salubres et vivables pour sortir au plus vite de la rue les 300 000 personnes sans domicile.

100% Sécu : près de 2 millions de personnes renoncent aux soins en France, et développent ainsi des maladies graves qui pourraient être prévenues. Cela doit cesser, en réunissant toutes les complémentaires dans la Sécurité sociale et en utilisant leurs marges pour rembourser intégralement les dépenses de santé, plutôt que de rémunérer des actionnaires.

Sécurité alimentaire : les ménages les plus riches consomment 4 fruits et légumes là où les ménages les plus pauvres n'en consomment que 3. Cette inégalité persiste au long de la vie et pèse lourdement sur la santé. Il est donc impératif de bloquer le prix de 5 fruits et légumes de saison ainsi que d'assurer la gratuité de la cantine scolaire publique.

Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.). Ces biens publics nous appartiennent à tous. Pour l'intérêt général, ils doivent être protégés par la loi.

Établir de nouveaux indicateurs de progrès humain pour mettre l'économie au service des objectifs et des critères de bien-vivre (santé, éducation, etc.).

ARGU N°1

« Vous allez augmenter les impôts »

Aujourd'hui, les riches paient moins d'impôt par rapport à leur revenu que les classes moyennes. Nous voulons baisser les impôts pour la majorité des foyers et les augmenter pour les plus riches. Avec notre réforme de la fiscalité, les personnes qui gagnent moins de 4 000 euros par mois verront

leur impôt sur le revenu diminuer. Nous refondrons aussi l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif en fonction des bénéfices réalisés et selon s'ils sont utilisés pour l'investissement ou pour les actionnaires.

CHIFFRES-CLÉS

78%

C'est la part des Français qui sont **pour le rétablissement de l'ISF** (Ifop pour l'Humanité, mai 2021).

86%

C'est la part des Français qui sont **favorables au plafonnement des frais bancaires** (Harris interactive, juin 2020).

75%

C'est la part des Français qui sont **favorables à la fixation d'un loyer maximum par m²** (Harris interactive, juillet 2021).

ARGUS

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDE

PARTAGE DES RICHESSES

8



ARGU N°2

« Les riches vont fuir le pays »

Les études sur le sujet ne permettent pas d'établir un lien clair entre l'imposition sur le patrimoine et l'expatriation. Cependant, notre programme prévoit un dispositif à même de faire face à cet enjeu, s'il venait à exister : l'impôt universel. Il s'agit d'un impôt relatif à la nationalité, comme le font les États-Unis d'Amérique : son application permettrait de faire en sorte que les Français qui s'expatrient paient la différence entre l'impôt pratiqué dans leur pays d'accueil et le barème d'imposition en vigueur en France.



ARGU N°3

« Les TPE-PME seraient fragilisées »

Notre programme prévoit de nombreuses propositions pour les petites et moyennes entreprises. Il inclut notamment une caisse de défaisance pour reprendre les dettes privées asphyxiantes des TPE/PME contractées pendant la pandémie ainsi qu'une caisse de péréquation interentreprises financée grâce à un barème progressif pour mutualiser la contribution sociale entre petites et grandes entreprises. Plus globalement, il prévoit un grand plan de 200 milliards d'euros d'investissements écologiquement et socialement utiles qui permettront de remplir le carnet de commande des entreprises.

ARGU N°4

« Augmenter les aides c'est de l'assistanat »

Notre société sera celle du plein emploi. Cependant, notre pays compte aujourd'hui 10 millions de pauvres, 300 000 personnes sans domicile et des files d'attente alimentaires à perte de vue. Ces personnes ont le droit à une vie digne. Les études montrent que baisser les prestations sociales n'a aucune utilité pour baisser le chômage.



ARGU N°5

« On ne peut rien contre la pauvreté »

Quand les 1% les plus riches du pays captent 80 % de la richesse produite, c'est que la majorité de la population voit ses revenus baisser. Il est possible d'éradiquer la pauvreté en faisant preuve de volonté politique. Nous atteindrons l'objectif de zéro sans-abri en doublant les places d'accueil. Nous encadrerons le prix des produits alimentaires de première nécessité et restructurerons les emprunts des ménages surendettés.

FAIRE PEUPLE HUMAIN

L'ÉGALITÉ RÉELLE MAINTENANT

9

MESURES

Mettre en œuvre un plan d'action global contre les discriminations (emploi, logement, éducation, santé...)

Adopter une loi de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes et y allouer 1 milliard de budget comme demandé par les associations, notamment en matière de formation et de places d'hébergement.

Constitutionnaliser la non-marchandisation du corps humain et le droit fondamental de disposer de soi en toutes circonstances. La 6e République, et sa Constitution, seront l'occasion de consacrer de nouveaux droits civils et collectifs mais aussi individuels, pour une nouvelle étape de l'émancipation humaine.

Construire un service public de la dépendance pour aider les seniors à rester à domicile. Chacun a droit à des conditions de vieillesse dignes : c'est un enjeu de civilisation humaine. Il faut sortir du modèle actuel de maltraitance institutionnelle de nos aînés et des travailleurs, en grande majorité des femmes.

Assurer l'autonomie financière des personnes en situation de handicap, en revalorisant et en versant l'allocation aux adultes handicapés (AAH) indépendamment des revenus du conjoint. Le refus du gouvernement de déconjugaliser l'AAH, c'est le refus de garantir leur autonomie.

ARGUS

ARGU N°1

« Le racisme, c'est du passé »

L'universalité des droits n'est pas négociable en République : tous ceux qui adhèrent au programme « liberté, égalité, fraternité » sont français, citoyens, et donc égaux. De ce principe en droit, il faut faire une réalité de fait. Les actes racistes ont ainsi augmenté de 38 % en 2019. On sait aussi que les individus perçus comme « noirs » subissent six fois plus de contrôles de police que les individus perçus comme « blancs ». Nous proposons de mettre en place le récépissé de contrôle d'identité, accompagné de dispositifs de formations, de contrôle et de sanctions.

ARGU N°2

« L'égalité entre les femmes et les hommes, c'est une réalité aujourd'hui »

La majorité des titulaires de contrats précaires et des smicards sont des femmes. À poste et qualification équivalents, elles sont toujours moins payées que les hommes. Plus de 100 femmes meurent chaque année en France sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint. Ce système patriarcal est un obstacle au développement de l'humanité, il est urgent d'agir.

CHIFFRES-CLÉS

77%

C'est la part des Français qui sont **favorables à un plan d'un milliard d'euros** afin d'en finir avec les violences sexuelles et sexistes (Harris interactive, juillet 2021).

86%

C'est la part des Français qui sont **pour la création d'un service public dédié au maintien à domicile des seniors** (Harris interactive, juillet 2021).

76%

C'est la part des Français qui sont **pour le versement de l'Allocation adulte handicapé à chaque personne indépendamment des revenus du conjoint** (Harris interactive, juillet 2021).

POUR UN SERVICE PUBLIC DU PROGRÈS HUMAIN

SOYONS UNE GRANDE NATION ARTISTIQUE, SCIENTIFIQUE ET SPORTIVE

10

MESURES

Porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1 % du Produit Intérieur Brut par an.

Soutenir la création, le spectacle vivant et l'appropriation par tous des œuvres et pratiques culturelles. Nous défendons une politique publique de l'art et de la culture où chacune et chacun d'entre nous est en capacité de s'y exprimer, d'y contribuer et de s'y impliquer, sur l'ensemble du territoire national. Nous considérons la culture comme un vecteur d'émancipation et un antidote absolu à tous les obscurantismes.

Améliorer le régime des intermittents du spectacle sur la base du socle commun de revendications du mouvement des occupations de théâtres de 2021 et l'étendre aux autres professions culturelles et événementielles discontinues.

Financer des plans généraux de thèmes de recherche sur des secteurs d'avenir. Il en va de notre souveraineté même, comme l'a illustré la pandémie de Covid-19 : déléguer toute l'innovation au secteur privé nous a laissé sans vaccin français, dépendants des pays qui ont financé leur recherche publique.

Créer une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré pour rendre gratuite et accessible la pratique d'une activité physique encadrée par des professionnels. Il est nécessaire de rendre le sport accessible à toutes et tous.

ARGUS

ARGU N°1

« À quoi bon payer des chercheurs publics ? »

Des pans entiers de la recherche publique française sont clochardisés et reposent sur le dévouement de scientifiques en emploi précaire. Dans ce cadre, la participation française aux congrès internationaux se réduit et une proportion croissante de jeunes chercheurs quitte notre pays. Les conséquences de ce décrochage sont majeures : montée des obscurantismes, perte de brevets, mainmise des sociétés multinationales sur les inventions facturées à prix d'or, obligation de trouver des financements privés en échange d'un abandon des droits de propriété intellectuelle, etc.

ARGU N°2

« Votre programme va nuire au rayonnement du sport français »

Alors que quelques sports professionnels sont devenus des business florissants, des clubs de sport amateurs sont obligés de mettre la clé sous la porte. Les adhérents peinent en effet à renouveler leur cotisation. Mettons fin au sport business et développons le service public du sport : il est urgent de mettre des moyens au service de l'intérêt général pour un sport émancipateur pour tous et libéré de l'argent.

CHIFFRES-CLÉS

76%

C'est la part des Français qui sont d'accord **pour que les droits d'auteur financent les artistes de demain** (Harris interactive, juillet 2021).

3000€

Ce sont les **frais d'inscriptions en licence depuis 2018 pour un étudiant non-européen**, un montant multiplié par 15 par le gouvernement Macron.

76%

C'est la part des Français qui se déclarent favorables à l'instauration **d'un nouveau régime de protection sociale spécifique aux auteurs et autrices** leurs donnant des droits identiques à ceux des salariés (Harris interactive, mai 2021).

POUR UN SERVICE PUBLIC DU PROGRÈS HUMAIN

SOYONS UNE GRANDE NATION ARTISTIQUE, SCIENTIFIQUE
ET SPORTIVE

ARGU N°3

« Pourquoi les artistes auraient-ils droit à être payés à ne rien faire ? »

Depuis les années 60, les artistes et techniciens du spectacle dépendent d'un régime spécifique, pour prendre en compte une spécificité de leur métier : le travail discontinu, soit l'alternance irrégulière entre périodes travaillées et chômées, avec des employeurs successifs ou simultanés et des salaires très variables. L'absence possible de travail n'est pas due à celui qui travaille, mais fait partie même du métier. D'où le nom « d'intermittents ».

Il faut non seulement protéger et améliorer ce régime, essentiel pour préserver la création, mais aussi, pour plus de justice, l'étendre à tous les travailleurs discontinus, comme les « extras » de l'hôtellerie-restauration ou les guides-conférenciers.

« Pourquoi ne ferions-nous pas payer cher les étudiants étrangers ? »

ARGU N°4

Ça ne sert absolument à rien : il y a moins de 100 000 étudiants étrangers (hors UE), cela représente une recette de quelques millions à peine sur 28 milliards de budget...

L'effet réel : dissuader de venir les étudiants étrangers, très majoritairement issus des pays francophones d'Afrique, sauf les ultra-riches. La francophonie pourrait être le ciment d'une coopération scientifique nouvelle, altermondialiste, avec des revues scientifiques francophones, une université francophone de l'espace. Nous nous privons nous-mêmes de cette richesse.

Le but réel du gouvernement : mettre une brèche dans le principe de gratuité de l'enseignement supérieur, pour préparer une augmentation des frais d'inscription pour tout le monde.



QUALIFIER TOUT LE MONDE

UNE ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉMANCIPATION



MESURES

Assurer la gratuité réelle de l'éducation publique : cantines, transport, périscolaire, manuels et fournitures

Nous voulons **reconstruire l'école de l'égalité et de l'émancipation**, en renforçant ses moyens, revalorisant ses personnels, restaurant son cadre national et en faisant un levier de la bifurcation écologique et sociale.

Pour réussir la bifurcation écologique, la France a besoin de travailleurs qualifiés à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Nous **reconstruirons l'enseignement professionnel en augmentant le nombre de classes et de lycées professionnels et agricoles publics**.

Nous **garantirons à tous les bacheliers l'accès sans sélection à la formation de leur choix en démantelant Parcoursup**, en instaurant la gratuité totale. Nous investirons dans l'enseignement supérieur pour garantir des conditions d'études enfin décentes.

Nous nous engageons à **mettre fin à l'illettrisme**, qui touche encore des millions de Français, particulièrement dans les Outre-mer, d'ici 2027.

Parce que la garde des enfants repose encore trop exclusivement sur les femmes, nous **créerons 500 000 places en crèche** et modes de gardes adaptés en 5 ans.

Nous mettrons en place **un service citoyen obligatoire** avant l'âge de 25 ans, **rémunéré au SMIC pendant 9 mois, avec bilan de santé, permis de conduire et formations**. Ces jeunes pourront, s'ils le souhaitent, intégrer la garde civile nationale, placée sous commandement civil.

ARGU N°1

« Vous ne voulez pas doubler le salaire des profs ? »

Nous voulons, nous, appliquer vraiment notre programme : c'est pourquoi nous l'avons construit avec les syndicats, des associations et des experts, sur la base d'un chiffrage réel.

Oui, il faut revaloriser le salaire des enseignants. Avec le gel du point d'indice notamment, le salaire

réel des professeurs a subi une baisse de 28% entre 1982 et 2018... Nous proposons une hausse de 13 à 15% immédiatement pour compenser le point d'indice, et d'engager une négociation pour une augmentation supplémentaire. Cela entraînerait une augmentation autour de 30% pour tous les enseignants, pour environ 17 milliards d'euros.

CHIFFRES-CLÉS

2,5 millions

C'est le nombre de personnes encore **touchées par l'illettrisme dans l'Hexagone**. À Mayotte, c'est 40%, et 20% en Guadeloupe, en Martinique ou en Guyane.

67%

C'est la part des Français **favorables à la gratuité intégrale de l'école, cantine et matériel scolaire compris** (Harris Interactive, juillet 2021).

11%

C'est la part des enfants **d'ouvriers à l'université** : 3 fois moins que les enfants de cadres, alors que leur part dans la population est la même.

ARGUS

QUALIFIER TOUT LE MONDE

UNE ECOLE DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉMANCIPATION



ARGU N°3

« Votre service citoyen, c'est comme le SNU de Macron ? »

Le service national universel (SNU) mis en place par Macron est une fumisterie : à 16 ans, il prévoit un séjour de « cohésion » de 2 semaines et une mission d'intérêt général de 12 jours, le tout dans un folklore militaire type lever à l'aube et salut au drapeau. Dans ces conditions, il n'a aucun intérêt ni pour les jeunes, ni pour les associations d'intérêt général (que fait-on à 16 ans en 12 jours sans formation ?), ni pour la défense. Il est infinançable : comment héberge-t-on 800 000 personnes en même temps ?

Nous proposons, nous, un service citoyen qui sera civil pour les $\frac{3}{4}$ d'une classe d'âge, ce qui permet l'objection de conscience, sans casernement, rémunéré au SMIC et d'une durée de 9 mois permettant une réelle formation et une aide à l'insertion professionnelle.

« Pourquoi vouloir la gratuité alors que l'école va déjà mal ? »

ARGU N°4

L'école publique, laïque et gratuite est une des plus grandes conquêtes sociales du siècle passé. Elle a arraché les enfants aux violences de l'usine et aux dogmes des églises. Mais elle a été terriblement affaiblie par quinze années de politiques destructrices, et en particulier par cinq années où Blanquer l'a profondément sabordée.

Il nous faut la reconstruire sur d'autres bases : se donner les moyens de réduire les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne, qui est actuellement de 19 enfants par classe, abolir les privilèges de l'enseignement privé pour concentrer les moyens sur le public, étendre la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et renforcer les dispositifs de rattrapage scolaire.

L'INSOUMISSION EN EUROPE

ROMPRE AVEC LES TRAITÉS ET DÉSOBÉIR

12

MESURES

Notre règle : dans tous les cas, nous appliquerons les engagements de notre programme

Certaines règles européennes sont incompatibles avec notre programme : concurrence libre et non faussée, carcan budgétaire, Europe de la défense soumise à l'OTAN, etc.

Nous proposerons aux États et aux peuples européens la rupture concertée avec les traités actuels (plan A) avec la restauration de la souveraineté budgétaire, la modification du statut de la BCE, le protectionnisme écologique, l'harmonisation sociale et écologique par le haut, etc.

Nous appliquerons dans tous les cas immédiatement notre programme au niveau national en assumant la confrontation avec les institutions européennes (plan B) : nous utiliserons tous les leviers pour faire valoir notre position au Conseil européen et désobéirons aux règles bloquantes à chaque fois que c'est nécessaire.

Ces deux stratégies s'alimentent mutuellement : c'est en agissant en éclaireur qu'on pourra entraîner les autres peuples européens ! Tant qu'un accord de rupture avec les traités n'est pas acquis, nous discutons avec nos partenaires et désobéissons aux règles bloquantes en parallèle. En cas d'accord, il sera soumis à référendum.

Depuis 60 ans, l'Union européenne n'est pas une construction figée : c'est un espace politique fondé sur des rapports de force et des coopérations à géométrie variable. **Nous utiliserons cette fois tout le poids de la France pour réaliser notre programme.**

ARGUS

ARGU N°1

« Vous allez être seuls en Europe »

La France est une grande puissance diplomatique, riche de son influence culturelle, scientifique et économique, de ses liens historiques, avec les pays méditerranéens notamment.

Nombreux sont les États et peuples européens qui n'ont pas intérêt à l'austérité, la concurrence sans limite et les politiques atlantistes, et pourraient décider de rompre avec.

Nous construirons de nouvelles coopérations approfondies avec tous les États qui le souhaitent en matière sociale, écologique, culturelle, éducative, scientifique, etc.

Nous déclencherons aussi la mobilisation citoyenne, avec nos alliés politiques et avec la société civile en Europe pour augmenter l'autorité de nos points de vue.

CHIFFRES-CLÉS

68%

C'est la part des Français favorables à **l'interdiction du travail détaché** qui permet à des salariés d'un pays de l'Union européenne de venir travailler en France sans payer les mêmes cotisations sociales que les salariés et dirigeants français (Ifop, février 2019).

9 milliards

C'est la contribution nette de la France au budget de l'Union européenne, que nous proposons de conditionner.

4

C'est le nombre de paradis fiscaux membres de l'Union européenne, selon l'ONG Oxfam : le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas et l'Irlande.

L'INSOUMISSION EN EUROPE

ROMPRE AVEC LES TRAITÉS ET DÉSOBÉIR

12



ARGU N°2

« La France a-t-elle le pouvoir d'agir face à l'Europe ? »

La France est loin d'être démunie : 2^e puissance économique européenne, elle est aussi la 2^e plus grande contributrice au budget de l'Union.

Nous utiliserons notre droit de veto pour refuser tout nouvel accord de libre-échange ou élargissement sans harmonisation sociale, fiscale et environnementale et conditionnerons la contribution française au budget de l'Union européenne.

ARGU N°3

« Désobéir d'accord, mais comment ? »

Certains pays le font déjà : l'Allemagne, par exemple, ne respecte pas les règles sur les déséquilibres économiques à cause de ses excédents trop élevés. Nous cesserons unilatéralement d'appliquer toutes les normes incompatibles avec nos engagements écologiques et sociaux : règles budgétaires et de concurrence, directive sur les travailleurs détachés...

Nous utiliserons l'opt out pour suspendre la participation de la France à certains programmes comme l'Europe de la défense. Là aussi, cela a déjà été fait par le Danemark, la Suède ou l'Irlande. Nous utiliserons également toutes les contradictions entre les règles européennes et nos engagements internationaux, sur le climat ou le travail, pour faire primer à chaque fois la norme la plus exigeante.

ARGU N°4

« Comment faire la 6^e République avec l'Europe ? »

Nous proposerons d'inscrire dans la Constitution de la 6^e République la supériorité des principes fondamentaux — comme la règle verte, la protection des biens communs, le droit au logement ou à l'emploi — sur le droit européen.

Nous inscrirons aussi un principe de non-régression écologique et sociale : aucune norme européenne ne peut s'appliquer si elle est moins ambitieuse qu'une norme nationale sur le plan social ou écologique.

ORDONNER LE MONDE

UNE DIPLOMATIE ALTERMUNDIALISTE POUR LA PAIX

13

MESURES

Pour une France indépendante : retrait de l'OTAN

La France se retirera immédiatement du commandement intégré de l'OTAN, avant d'en sortir par étapes. La France doit retrouver une voix indépendante pour promouvoir une politique de paix et de coopération, plutôt que la vision étroitement atlantiste et occidentale actuelle.

Nous adopterons **une loi de programmation militaire pour restaurer notre indépendance et s'adapter au changement climatique.** La défense doit être l'affaire de la Nation toute entière : nous réintroduirons dans le secteur public ces industries.

Nous agissons au sein de l'Organisation des Nations unies qui, malgré ses insuffisances, reste le seul organe légitime pour assurer la sécurité collective. L'ONU doit retrouver son rôle et ne pas être instrumentalisée par les puissances impérialistes : la voix de la France doit y contribuer, face aux menaces pour la stabilité et la paix.

Nous porterons **des propositions de ruptures avec le néolibéralisme** dans l'ensemble des institutions internationales et **pour protéger les biens communs planétaires** par le droit international.

Nous développerons **une politique migratoire humaniste et réaliste** en agissant à l'échelle internationale contre les migrations forcées ; et au plan national en assumant notre devoir d'humanité envers les réfugiés.

ARGUS

ARGU N°1

« Sortir de l'OTAN, c'est vraiment possible ? »

L'OTAN est une organisation archaïque, qui n'a pourtant fait qu'étendre son action depuis la fin de la guerre froide : Afghanistan, Libye... chaque fois avec des résultats néfastes à la paix et à notre sécurité. C'est un outil d'inféodation aux États-Unis, dont la France ne partage pas les intérêts. Nous devons en sortir pour retrouver notre indépendance militaire et diplomatique.

Cela a déjà été fait : en 1966, le général de Gaulle a retiré la France du commandement intégré de l'OTAN. Les atlantistes criaient déjà à l'affaiblissement de la France : au contraire, sa diplomatie non-alignée a augmenté son influence. Le retour décidé par Sarkozy en 2009 dans le commandement intégré était un non-sens historique, 20 ans après la fin de la guerre froide.

Acte géopolitique fort, la sortie du commandement intégré de l'OTAN sera immédiate. La sortie complète de l'organisation sera planifiée, afin d'élaborer les parades aux sanctions que voudraient imposer les États-Unis.

CHIFFRES-CLÉS

83%

C'est la part des Français favorables à **un plan de co-développement initié par la France** pour prévenir les migrations forcées (Harris Interactive, juillet 2021).

700 millions

C'est le nombre de francophones qu'il y aura sur terre en 2050. Nous proposons de faire de cette richesse la base de véritables coopérations entre les peuples.

0,7%

C'est la part du revenu national brut **que nous consacrerons à une aide publique au développement** débarrassée des intérêts privés et respectant les souverainetés populaires.

ORDONNER LE MONDE

UNE DIPLOMATIE ALTERMONDIALISTE POUR LA PAIX

13



ARGU N°2

« Mais alors, comment répondre aux migrations ? »

Nous sommes pour une politique migratoire respectueuse des engagements et intérêts de la France. Nous refusons que les frontières de l'Europe et la Méditerranée se transforment en cimetières. C'est indigne, et c'est absurde : la France a toujours fait « France de tout bois ». D'où, par exemple, notre démographie dynamique, qui est un atout.

Nous porterons une approche globale répondant à la diversité des situations : urgences relevant du droit d'asile, échanges universitaires etc.

Enfin, notre action internationale doit contribuer à ce que chacun puisse « vivre et travailler au pays ». La migration est le plus souvent un choix contraint.

« La France seule peut-elle vraiment changer tout ça ? »

Son économie, sa souveraineté militaire, sa géographie et, surtout, son rayonnement scientifique et culturel font de la France une puissance mondiale. Elle peut bien plus que ne le disent ceux qui la minorent pour mieux l'aligner.

En sortant du carcan atlantiste, la France ne se retrouvera pas seule, mais non alignée. La rupture avec la condescendance du « camp occidental » accroîtra la portée de ses messages.

Dans les espaces stratégiques (francophonie, pays émergents, Afrique, ONU etc.), elle pourra pousser, avec les pays les proposant déjà, à des coopérations d'intérêt général : réponses à la crise écologique ; alternatives au néolibéralisme ; protection et accès aux biens communs de l'humanité ; désarmement multilatéral, etc.

ARGU N°3

NUMÉRIQUE, MER, ESPACE

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'HUMANITÉ

14

MESURES

Faire de la France le chef de file mondial de la recherche et de l'éducation dans le secteur maritime

Œuvrer à la création d'un droit international de la biodiversité marine, notamment dans les grands fonds. Il est urgent de protéger les mers et les océans de la surpêche, de la pollution plastique et des tensions militaires : il faut sanctuariser les écosystèmes marins.

Développer les énergies marines renouvelables (EMR) dans le cadre du plan de transition énergétique et sous maîtrise publique. La France est une puissance maritime qui s'ignore : les technologies marines sont délaissées des pouvoirs publics. La mer est pourtant une source formidable d'activités pour la bifurcation écologique.

Lutter contre la course à l'armement spatial tout en garantissant la souveraineté de la France face aux nouvelles menaces. L'espace est le prochain horizon pour l'humanité : il ne doit ni être abandonné aux marchands, ni militarisé. Pour l'intérêt général, la France doit contribuer à de nouvelles coopérations internationales et garantir son indépendance.

Garantir la neutralité du net, c'est-à-dire l'accès égal de chacun et l'égalité de traitement. La révolution numérique est une chance immense pour le développement humain, scientifique et démocratique. À condition de ne pas la laisser entre les mains des GAFAM : la France doit garantir la maîtrise publique et démocratique de ce bien commun mondial.

ARGUS

ARGU N°1

« Est-ce que c'est vraiment le sujet de l'élection présidentielle ? »

À travers son histoire, l'humanité s'est toujours projetée vers la frontière d'après, le défi suivant. Nous devons construire de nouveaux horizons de progrès écologiques : c'est grâce à de telles avancées collectives que nous faisons peuple humain.

La mer, l'espace et le numérique sont nos nouvelles frontières. Ce sont des biens communs

de l'humanité qu'il faut protéger et explorer. Les dirigeants politiques s'en désintéressent. Pourtant, les Français y excellent, et ce sont d'immenses gisements d'emplois, d'inventions et de progrès écologiques.

La France doit apporter sa contribution et se porter ainsi aux avant-postes de l'humanité.

CHIFFRES-CLÉS

2^e

La France est le deuxième territoire maritime du monde, avec 10,2 millions de km² répartis sur 3 océans. Elle compte 18 450 km de côtes et 22 860 km de frontières maritimes.

1965

Le 26 novembre 1965, **la France lance le premier satellite français**. Elle devient la 3^e puissance spatiale, aux côtés de l'URSS et des États-Unis.

20%

C'est le pourcentage de **Français en difficulté avec le numérique** : nous proposons de redévelopper partout les services publics de proximité pour les accompagner.

NUMÉRIQUE, MER, ESPACE

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'HUMANITÉ

14



ARGU N°2

« Pourquoi continuer à aller dans l'espace ? »

La découverte spatiale est une aventure humaine incroyable, de celles qui font grandir l'être humain, avancer la connaissance et naître de grandes découvertes scientifiques.

C'est de l'aventure spatiale que sont nés les ordinateurs modernes, les systèmes embarqués, les langages de programmation, l'imagerie médicale ou les balises Argos.

Aujourd'hui, c'est depuis la Station spatiale internationale que sont en train d'être développés les bras robotiques qui permettront demain des chirurgies du cerveau auparavant impossibles ou encore des solutions pour rendre l'eau potable.

Demain, la découverte spatiale, si nous décidons de la mettre au service du progrès humain et non des voyages touristiques de milliardaires, peut être décisive pour relever les grands défis humains comme le réchauffement climatique.

ARGU N°3

« Est-ce qu'on peut vraiment encore lutter contre les GAFAM ? »

Internet n'a pas toujours été sous le contrôle des multinationales : les réseaux qui ont donné naissance à Internet ont été créés entre universités et laboratoires, comme ARPANET aux États-Unis, mais aussi Cyclades en France, qui, malgré son abandon par le gouvernement, a joué un rôle décisif pour la suite.

Si les multinationales et la finance s'accaparent cette révolution, c'est qu'on les laisse faire ou qu'on les y encourage, en privatisant les opérateurs, en laissant au privé le développement des infrastructures, en acceptant leur évasion fiscale massive ou en laissant des monopoles à des entreprises comme Microsoft.

Une autre voie existe, avec une gouvernance mondiale d'Internet, une maîtrise publique des réseaux et infrastructures de télécommunication ou encore la création d'une Agence publique du logiciel libre.